

[Réponse de Pierre Laurent, tête de liste en Ile de France "Ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes" au questionnaire de TI France :](#)

Monsieur le Président,

Suite à votre questionnaire sur le thème "transparence et intégrité".
Permettez-moi quelques réflexions et propositions à ce sujet.

Je constate que la corruption est une réalité dans toute la société dans laquelle l'argent est "roi". La France ne fait pas exception à cette règle, même si, grâce notamment à sa culture du service public, à sa conception de La République et de la laïcité, elle a su éviter les dérives extrêmement graves.

Le problème a pris une réalité nouvelle avec la médiatisation de la vie politique qui au de-là des aspects d'enrichissement personnel de certains hommes politiques, a conduit à des mécanismes de corruption massifs. Et c'est à cette tendance, et face aux scandales, qu'ont répondu les lois visant au financement de la vie publique, notamment celles de 1988, 1990 et 1995.

Je pense que les gouvernements, les politiques à tout niveau, doivent avoir le courage de prendre un certain nombre de mesures pour lutter contre la corruption.

IL FAUT, à MON AVIS, LUTTER CONTRE L'ARGENT SALE. L'argent de tous les trafics, celui de la corruption, de la fraude fiscale, celui des détournements, ou abus de biens sociaux circule d'une place financière à l'autre en toute impunité et alimente l'économie légale. Par le passé, des affaires comme "ELF" l'ont montré : l'ampleur inouïe des sommes maniées par les corrupteurs est un problème majeur.

Si on veut combattre cette véritable économie occulte, il faut cesser de tolérer partout, comme c'est le cas en Europe, des paradis fiscaux qui recyclent de manière occulte des sommes considérables, il faut cesser de tolérer l'existence des mafias.

A l'échelle internationale, des premiers pas ont été faits, mais bien timides. Il faut des réponses fortes et radicales. Je propose de lever les obstacles à une réelle transparence, à la démocratie, de donner aux citoyens les outils pour qu'ils s'emparent de ces questions. Je propose par exemple que soit créé au plan européen un observatoire sur le blanchiment de l'argent sale et les activités mafieuses. Il serait composé d'élus et de représentants des syndicats et d'associations engagés dans la lutte contre la criminalité et disposerait du droit de déclencher l'action publique en se constituant partie civile en lieu et place des victimes, évitant à un citoyen de s'exposer et contournant l'inertie éventuelle d'un ETAT.

IL FAUT ASSURER la TRANSPARENCE des CIRCUITS de l'ARGENT PRIVE.

Aujourd'hui, de grandes entreprises peuvent s'assurer de l'opacité de leurs comptes, ce qui leur permet de faire échapper des sommes colossales à tout contrôle.

Une des réponses consisterait en l'attribution de droits d'intervention sur toutes les décisions de gestion et particulièrement les choix d'investissement et de financement des entreprises.

L'exercice de ces droits impliquerait des pouvoirs nouveaux d'expertise, de propositions sur les stratégies industrielles et de développement, sur l'organisation du travail, le droit de suspendre des plans sociaux.

IL FAUT GARANTIR la TRANSPARENCE de la VIE PUBLIQUE, ce qui nécessite de mettre au jour les mécanismes de prise de décisions et les motivations qui fondent ces décisions. Aujourd'hui les procédures sont opaques, peu démocratiques.

Il faut revoir le pouvoir exorbitant des exécutifs et développer la collégialité, assurer le contrôle démocratique et la transparence de la vie publique.

Je propose : - la création d'un fonds régional pour l'emploi et la formation, aucun financement public aux entreprises qui licencient alors qu'elles font des profits ! Priorité des financements régionaux aux services publics.

Dans les conditions d'aujourd'hui, j'entends, pour ma part, redonner réalité à ces principes, en les traduisant dans des règles qui, au fond, auront pour but de mettre en avant l'exigence et la défense de l'intérêt public sur la puissance des intérêts privés et de l'argent.

Je souhaite que ces propositions vous rassurent sur ma détermination à contribuer à la lutte contre toutes les formes de corruption, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression des cordiales salutations.

Pierre Laurent, tête de liste.